

## [Edito] Jean-Michel Gouache : "Ne pas relâcher la pression"

22/11/2013 | Mise à jour : 09:09

***Suite à la mobilisation du 12 novembre à Chartres, le président de la FDSEA d'Eure-et-Loir invite ses adhérents à ne pas relâcher la pression avec une nouvelle action prévue mardi 26 novembre.***

Notre manifestation du 12 novembre à Chartres fut un succès. Avec les JA, nous avons exprimé notre ras-le-bol sur tous les sujets d'actualité, la PAC, les taxes, le projet de loi d'avenir. 250 personnes, une action bien relayée par les médias, il s'agissait de faire savoir à tous que les agriculteurs d'Eure-et-Loir ne se retrouvent pas dans la politique du gouvernement.

Mais quelle politique ? Car nous avons bien du mal à la percevoir. Définir une politique, c'est donner un cadre précis, une ambition, des objectifs pour être plus forts demain. C'est ce que nous demandons. Au lieu de cela, nous faisons face à un ministre aux abonnés absents, complice de la surenchère généralisée de normes, de taxes ou de nouvelles lois, aussi farfelues les unes que les autres et surtout extrêmement préjudiciables pour nos entreprises.

Car à y regarder de plus près, que va-t-il nous arriver dans les prochains mois ? Une nouvelle PAC, bien-sûr, mais aussi toute une ribambelle de nouvelles taxes dont voici quelques exemples : hausses de TVA, hausse de la TGAP, hausse des cotisations retraites, du forfait fiscal, etc. La liste est bien plus longue et ne se cantonne pas à la seule agriculture. Ajoutons un projet de loi d'avenir qui prévoit en substance de limiter arbitrairement les possibilités d'agrandissement, de généraliser le bail environnemental ou encore de rendre inopérantes les interprofessions.

Cet avenir, nous le refusons. Et nous continuons à le faire savoir. Mardi soir dernier, nous avons rencontré le Préfet pour lui faire part, de vive voix, de nos revendications. Jeudi, nous avons relayé à tous les adhérents l'action de l'Île de France.

Mardi prochain, nous manifesterons une nouvelle fois notre ras-le-bol, cette fois-ci avec la CGPME, en suivant le mot d'ordre régional. Les attentes sont fortes mais les décisions se font attendre. Il n'est pas question de relâcher la pression. A bon entendeur.